

23 juillet 2010 | Le Droit | PATRICK DUQUETTE pduquette@ledroit.com PATRICK DUQUETTE pduquette@ledroit.com

# Rutilante voiture pour Lise Bourgeois

**Au volant, la nouvelle présidente de La Cité collégiale attire l'attention**

La nouvelle présidente de La Cité collégiale, Lise Bourgeois, fait tourner bien des têtes au volant d'une flamboyante Porsche Panamera S de l'année, louée à partir d'un montant prévu à son contrat.



## La nouvelle présidente de La Cité collégiale, Lise Bourgeois, a surpris bien des gens en consacrant son allocation automobile à la location d'une Porsche dernier cri.

---

Typique des présidents de collège en Ontario, le contrat d'embauche de Mme Bourgeois lui permet d'utiliser un pourcentage de sa rétribution annuelle d'environ 225000 \$ pour se doter d'un véhicule.

Friande de belles voitures, Mme Bourgeois a surpris bien du monde — y compris des membres de son propre conseil d'administration — en consacrant son allocation automobile à la location d'une Porsche dernier cri plutôt qu'un modèle plus courant de BMW ou Audi.

La location de la Porsche Panamera revient à près de 2000\$ par mois, confirme Mme Bourgeois. La présidente de La Cité assume totalement son choix.

« Oui, ça flashe. Mais ça pourrait être une BMW, qui a été une voiture courante de tous les présidents de n'importe quelle entreprise. Moi, ce n'est pas mon style, la BMW. Ça pourrait être une grosse Lexus, je n'aime pas ça non plus, d'ailleurs elles ont toutes été rappelées dernièrement. J'ai toujours été une fille de voiture, j'aime acheter des voitures nouveau style, plus élancées. Ça fait partie de ma personnalité. Je n'ai pas acheté cela parce que je suis la présidente du collège, je l'ai achetée parce que je suis Lise Bourgeois et que j'aime ça. »

Un contrat standard

Sous le couvert de l'anonymat, un membre du conseil d'administration de la Cité affirme que le choix de la nouvelle présidente en a fait tiquer plusieurs. Mais pas au point de susciter des discussions en assemblée, rétorque son vice-président, Dany Harisson.

« De notre point de vue, Mme Bourgeois a un contrat tout ce qu'il y a plus standard. L'allocation automobile fait partie de sa rétribution globale et, comme c'est un montant imposable, elle s'apparente à un salaire. Elle peut en faire ce qu'elle en veut. »

Mme Bourgeois admet avoir dû clarifier certaines choses avec son conseil d'administration.

« Ce qu'on a clarifié avec le président, c'est que la voiture serait à mon nom et que c'est moi qui gère mon dossier de voiture. On ne veut pas mêler les cartes et c'est pour cela que le forfait m'appartient. »

Le contrat du recteur de l'Université d'Ottawa, Allan Rock, comprend aussi un montant forfaitaire pour un véhicule destiné à son usage personnel et professionnel. « M. Rock ne s'est toutefois pas prévalu de cette clause et à plutôt choisi de marcher pour venir au travail », a dit Vincent Lamontagne, son agent de relations médias.

« J'aurais pu faire comme Allan Rock, concède Mme Bourgeois. Avec le montant forfaitaire, je pouvais choisir de faire ce que je veux. J'aurais pu tout mettre sur mon salaire et ne pas me payer de voiture [...] Avant même de savoir que je serais la présidente de La Cité collégiale, j'ai toujours eu des belles voitures. J'avais d'ailleurs une belle Audi S-5. Mais c'est une deux portes, j'ai deux petites filles, et j'ai toujours trouvé cela compliqué de mettre les sièges d'autos. J'avais décidé que, la prochaine fois, j'aurais une quatre portes. »

Entrée en fonction en mars dernier, Lise Bourgeois se désole de toute l'attention accordée à sa voiture.

« Même si je n'étais pas la présidente de la Cité, j'aurais cette voiture quand même. Je suis triste qu'on me dise que c'est flashy. Parce que moi, avant de venir ici, j'étais déjà dans un poste de haut niveau, j'étais au top de la réussite et des conditions de travail. Pour venir à La Cité collégiale, j'ai accepté une baisse de salaire, d'avoir moins de vacances, et je n'ai demandé rien de plus que ce qu'il y avait dans mon contrat de base. »

23 juillet 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT  
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

# La Panamera S, une voiture exclusive

Avec un prix de base d'environ 125 000 \$, la voiture de la nouvelle présidente de La Cité collégiale, Lise Bourgeois, n'est pas le véhicule de Monsieur et Madame Tout-le-Monde.



PATRICK WOODBURY, LeDroit

**La Panamera S est propulsée par un V8 qui consomme 15 l de carburant par tranche de 100 km en ville. C'est deux fois plus qu'une Corolla.**

En lançant sa nouvelle Panamera S, disponible au Canada depuis à peine six mois, l'intention du constructeur de prestige allemand Porsche était de produire une berline sport exclusive. « On peut choisir parmi un éventail de 58 pages d'options pour personnaliser sa voiture. On peut même choisir parmi différents modèles d'appuie-tête », a indiqué Bruce Clifford, représentant des ventes chez le concessionnaire Mark Motors d'Ottawa. Cet éventail d'options peut ajouter jusqu'à 40 000 \$ au prix de base la Panamera.

Le modèle qu'a choisi Mme Bourgeois, la S, est propulsé par un moteur V8 qui consomme 15 litres de carburant par tranche de 100 kilomètres en ville. C'est deux fois plus qu'une Corolla de Toyota et près de cinq fois plus qu'une hybride Prius de Toyota. La berline Porsche est équipée d'une traction intégrale qui lui permet d'affronter l'hiver canadien.

La S et la 4S sont les modèles de Panamera le plus vendu, selon M. Clifford. Depuis son arrivée sur les routes canadiennes, le concessionnaire Mark Motors en a vendu environ 25 dans la région de l'Est ontarien et de l'Outaouais québécois.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and

protected by applicable law.

23 juillet 2010 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT [fpdefault@ledroit.com](mailto:fpdefault@ledroit.com)

# Le français prend sa place sous le Soleil de minuit

Tôt le matin, dans un café, on entend presque autant parler français qu'anglais. Tellement qu'on se croirait à Montréal ou même dans certains quartiers d'Ottawa. Pourtant, on est à l'autre bout du pays... au centreville de Whitehorse, au Yukon.



PATRICK WOODBURY, LeDroit

**Les francophones du Yukon ont mis en place les services et les institutions essentiels à la survie de leur langue et de leur culture, explique Nancy Power de l'Association franco-yukonnaise.**

La francophonie yukonnaise est une des rares communautés francophones en milieu minoritaire au Canada à connaître un essor démographique. Avec ses 1250 membres, elle représente un peu moins de 4 % de la population du territoire qui compte près de 33 000 résidents.

En comparaison, les francophones de l'Ontario représentent de 3 à 4 % de la population provinciale.

« Il y a un haut taux de transfert linguistique entre les francophones et les anglophones. Beaucoup d'anglophones choisissent d'apprendre le français », explique Nancy Power, la gestionnaire de projets en communication et relations communautaires de l'Association franco-yukonnaise.

En fait, les données du recensement de 2006 de Statistique Canada démontrent que plus de 3500 personnes parlent français au Yukon. C'est près de 12 % de la population territoriale.

Depuis plus de cent ans

Le français est ancré au Yukon depuis plus d'un siècle. La ruée vers l'or de 1898 a attiré bon nombre de francophones qui ont participé à l'édification du territoire nordique. Ils avaient le visage de prospecteurs, pionniers du Klondike, politiciens, entrepreneurs, trappeurs ou religieux.

Graduellement mêlée à la majorité anglophone pendant 80 ans, la population francophone s'est prise en main en 1982 avec la création de l'Association francoyukonnaise (AFY). Rapidement, les francophones du Yukon ont commencé à mettre en place les services et les institutions essentiels à la survie de leur langue et de leur culture. Ils ont désormais leurs propres bureaux à Whitehorse et leur propre drapeau.

« Nous avons aujourd'hui de bons partenariats avec le gouvernement du Yukon. Toute l'information sur le site du gouvernement est disponible dans les deux langues et il existe des postes désignés bilingues », a indiqué Mme Power lors d'une visite du Droit aux bureaux de l'AFY à Whitehorse.

Mais tout n'est pas parfait pour les francophones au pays du soleil de minuit. Ils vivent la même réalité que leurs compatriotes de même langue partout ailleurs où le français est minoritaire au Canada. Leurs batailles ressemblent à celles qui ont marqué l'enracinement des Franco-Ontariens.

Par exemple, une bataille juridique qui oppose présentement la Commission scolaire francophone du Yukon (CSFY) et le gouvernement territorial n'est pas sans rappeler la crise scolaire des années 1970 dans le nord de l'Ontario. La CSFY revendique un financement adéquat pour ses infrastructures.

En attendant la suite du procès, l'hiver prochain, la CSFY a obtenu de la Cour une ordonnance provisoire sommant le ministère yukonnais de l'Éducation de financer trois enseignants supplémentaires à temps plein pour la prochaine année scolaire. Selon le journal franco-yukonnais L'Aurore boréale, cette décision permettra à la CSFY d'assurer les services où les besoins sont plus urgents.

« Parfois, il est difficile d'aller chercher des ressources bilingues pour donner des services en français. Et il faut inciter les francophones à oser demander leurs services dans leur langue », d'exhorter Mme Power.



La francophonie yukonnaise mise aussi beaucoup sur le tourisme. L'AFY travaille de concert avec Tourisme Yukon pour se faire connaître le territoire ailleurs Canada et au sein de la francophonie européenne comme une destination à visiter en français. La capitale, Whitehorse, est d'ailleurs jumelée à la ville française de Lanciaux, où est enterré le poète Robert W. Service, un artiste majeur dans l'histoire du Yukon.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 juillet 2010 | Le Droit | JEAN-FRANÇOIS DUGAS [jfdugas@ledroit.com](mailto:jfdugas@ledroit.com) JEAN-FRANÇOIS DUGAS  
[jfdugas@ledroit.com](mailto:jfdugas@ledroit.com)

# Les grandes dames de la francophonie est-ontarienne

En 2006, l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) de Prescott et Russell vivait. Son président, en poste depuis 13 ans, tirait sa révérence. Jean Poirier, épuisé par des années de militantisme franco-ontarien, exhortait alors la relève à se manifester pour éviter l'extinction de l'organisme voué à la défense de la langue française. En pleine déroute, deux femmes ont entendu et répondu à l'appel. Aujourd'hui, dans sa 38e année d'existence, l'ACFO a repris du poil de la bête grâce aux inlassables efforts de Nathalie Ladouceur et Nicole Charbonneau.



JEAN-FRANÇOIS DUGAS, LeDroit

**Laissée pour compte après le départ de Jean Poirier, l'ACFO de Prescott et Russell vit d'un nouveau souffle, grâce à Nathalie Ladouceur et Nicole Charbonneau.**

---

À peine débarquée de l'Ouest canadien, où elle a vécu pendant dix ans, Nathalie Ladouceur

cherchait à s'impliquer dans sa région d'origine. Plus particulièrement, dans sa francophonie.

« Les dernières années où j'étais en Colombie-Britannique, j'ai commencé à travailler énormément avec les autochtones. Je leur ai aidé à préserver leur langue et leur culture. Je me suis regardé dans le nombril et j'ai réalisé que mes cinq enfants vivaient dans une communauté anglophone. Ce n'est pas un problème en soi. Mais mes sources sont en Ontario français. Je me devais de revenir et de faire vivre cette expérience-là à mes enfants. Même s'ils étaient dans le système francophone, qu'est-ce que je faisais pour leur partager notre culture ? C'est ça qui m'a allumé. »

Cette réalisation fait boule de neige. Non seulement elle plie bagages pour revenir dans son patelin, mais elle décide de s'investir corps et âme dans la défense des droits des francophones de l'Est ontarien.

« Quand je suis arrivée, je me suis dit 'je veux m'impliquer et je veux m'impliquer avec ma culture' », relate-t-elle.

La nièce d'Yves Saint-Denis, un grand défenseur de la langue française et premier président de l'ACFO régional, décide donc de suivre les traces de son oncle. Si elle s'engage à titre d'administratrice, elle devient présidente l'année suivante. Poste qu'elle occupe depuis trois ans.

L'effet de L'écho

Sa participation – et celle de toute sa famille – à titre de bénévoles à L'écho d'un peuple, s'avère un déclencheur additionnel de fierté. Pour sa compagne d'armes, le spectacle à grand déploiement a carrément été l'élément catalyseur.

« L'écho d'un peuple m'a donné une claque dans le visage, raconte Nicole Charbonneau. J'ai réalisé que l'on ne connaissait pas notre histoire francoontarienne. Ça m'a estomaqué. C'est vraiment L'écho qui m'a fait réaliser qu'il fallait faire quelque chose. »

En novembre 2005, elle accepte d'aider Yves Saint-Denis à mettre sur pied les états généraux de l'ACFO. Plus tard, elle récidive pour le siège social de l'organisme, à la demande du président par intérim, Julien Levert. Sans le savoir, il s'agissait des premiers à titre d'adjointe administrative de l'ACFO.

« Le projet de trois à six mois s'est transformé en une implication de presque trois ans », note celle qui interprétait l'enseignante en chef dans le tableau La guerre des épingles de L'écho d'un peuple. Nicole Charbonneau a développé aussi un nouvel amour pour la langue française et particulièrement pour son utilisation juste. Elle déplore entendre de jeunes Franco-Ontariens parler le « franglais » ou constater que la langue de Molière est massacrée par des anglicismes, calques, ou toute autre malformation linguistique.

« C'est devenu agaçant », dit la retraitée de Statistique Canada.

Activités identitaires variées

Ensemble, les premières dames de la francophonie est-ontarienne, ont redoré le blason de l'ACFO dans Prescott et Russell.

Pour ce faire, elles ont piloté une série de projets, tels « Éveil à la francophonie sous tous ses angles », « Héros de chez nous », « Explorations rurales », tous dans le but de faire comprendre qu'on peut bien vivre en français dans l'Est ontarien.

Moins féroce sur le plan politique, l'ACFO veut néanmoins être plus présente dans les communautés de l'Est ontarien.

Par exemple, parmi les projets futurs, on vise à mousser le français dans les commerces et à développer un répertoire des services en français.

« On veut inciter et éduquer notre population à demander des services en français. C'est un gros défi parce que c'est tellement facile de juste parler en anglais. Mais on veut se faire reconnaître », note Nathalie Ladouceur.

« Notre mission est de devenir un allié indispensable. On veut que les gens reconnaissent l'ACFO » conclut-elle.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



23 juillet 2010 | Le Droit | LOUISE LEDUC La Presse Avec Hugo de Grandpré

# La démission d'un « homme d'honneur »

## Le départ de Munir Sheikh de Statistique Canada

À peine une demi-journée après que Munir Sheikh, statisticien en chef de Statistique Canada, eut annoncé sa démission sur le site Internet de l'organisme fédéral, sa déclaration a été retirée. Cela n'a pas empêché les louanges de déferler, hier, à l'égard de cet « homme d'honneur », qui a renoncé à un poste prestigieux pour une question de principe.

Lié par son devoir de réserve, Munir Sheikh avait donné l'explication la plus circonspecte qui soit à son départ : il a dit qu'il voulait profiter de l'occasion « pour faire un commentaire technique d'ordre statistique qui est devenu sujet de discussion dans les médias ».

M. Sheikh estime qu'une enquête volontaire ne peut remplacer un recensement obligatoire. Dans les circonstances, ajoute-t-il, « j'ai présenté ma démission au premier ministre ».

En quelques heures, cette déclaration a été retirée du site de Statistique Canada, hier une manoeuvre bien inutile en 2010 : déjà, les mots de M. Sheikh étaient diffusés dans des dizaines d'autres sites et partout dans les médias.

Ce n'est pas là une petite renonciation pour M. Sheikh, dont le poste appelle une rémunération de 209 800 \$ à 246 900 \$.

Cette démission survient moins d'une semaine après que le ministre de l'Industrie, Tony Clement, ait affirmé que la direction de Statistique Canada appuyait sa décision d'abolir le questionnaire long du recensement. « C'est avec regret que je prends acte de la démission de Munir Sheikh, le statisticien en chef du Canada », a déclaré hier M. Clement, par voie de communiqué. « Les Canadiens ne devraient pas être contraints, sous la menace d'amendes, d'emprisonnement, ou les deux, de divulguer des informations complètes sur leur vie privée et personnelle », a-t-il ajouté.

Yvon Godin, député néo-démocrate et ardent défenseur des Acadiens, a réclamé, hier, la démission de Tony Clement. Non seulement a-t-il menti aux Canadiens, a-t-il dit, mais il fait preuve d'incompétence à répétition. Sans compter, a-t-il ajouté, que c'est lui « qui a dépensé des millions dans sa circonscription lors du sommet du G-8 ».

Lors d'un arrêt à Trois-Rivières pendant sa tournée estivale, le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff s'est lui aussi montré indigné. « C'est la démission honorable d'un homme qui a refusé l'ingérence inacceptable d'un gouvernement conservateur. On attend la prochaine étape. Ils vont fermer Environnement Canada, parce qu'ils n'aiment pas la météo ? »

Dans cette affaire, le Bloc québécois trouve consolation dans le fait que M. Sheikh a été invité à témoigner devant le Comité parlementaire de l'industrie. « Les motifs de sa démission subite permettront d'éclairer les membres du comité dans leurs démarches », a dit Robert Bouchard, porte-parole du Bloc québécois en matière d'industrie.

Le Conseil national de la statistique, organisme qui relève du ministre de l'Industrie et qui est chargé de conseiller le statisticien en chef, a salué, hier, par communiqué, « le dévouement, le professionnalisme et l'intégrité de M. Sheikh, alors qu'il a été placé dans une situation impossible au cours des dernières semaines ».

Situation sans précédent

La démission de M. Sheikh « est sans précédent dans l'histoire de Statistique Canada », a dit Ivan Fellegi, qui a lui-même travaillé durant 51 ans à Statistique Canada, dont 23 à titre de statisticien en chef.

Il n'aurait pas hésité non plus, a-t-il dit en entrevue à La Presse, à remettre sa démission s'il s'était trouvé dans les souliers de M. Sheikh. « Les associations canadienne et américaine de statisticiens ont toutes deux dénoncé avec vigueur la décision du gouvernement canadien », a dit M. Fellegi.

L'important, maintenant, est de s'assurer qu'un compromis soit trouvé, puis que le successeur de M. Sheikh soit nommé au terme d'un processus très transparent. En attendant, c'est l'adjoint de M. Sheikh, Wayne Smith, qui assurera l'intérim.

Cela fait plusieurs jours déjà que de nombreux intellectuels et membres de minorités dénoncent vivement la disparition de données jugées essentielles à la vie démocratique du pays.

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada a pour sa part porté plainte au commissaire aux langues officielles et envisage des recours judiciaires.

Selon un sondage Ipsos Reid réalisé entre le 16 et le 19 juillet, cependant, 49 % des Canadiens appuieraient la décision des Conservateurs. C'est au Québec que cet appui est le plus fort, à 62%.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

23 juillet 2010 | Le Droit | YVESYVESSOUCY SOUCY ysoucy@ysoucy@ledroit.ledroit.com com

# Un appui pour l'homme aux « cennes noires »

Le regroupement Évaluation Équitable (RÉÉ) appuie le principe que défend Norman Czepiela, le citoyen de Ripon qui conteste la hausse de 95 % de son évaluation foncière en voulant acquitter le deuxième versement de son compte de taxes foncières avec 213 625 pièces d'un cent.

« Norm Czepiela pose un geste désespéré pour réveiller les élus locaux régionaux et nationaux, et ceci en provoquant. La situation est sérieuse et les élus le reconnaissent, mais rejettent la responsabilité sur d'autres et ne regardent pas sérieusement les solutions potentielles comme le CAP en Nouvelle-Écosse, qui a fait ses preuves », souligne dans un communiqué Diane Lachaine, présidente du regroupement Évaluation Équitable et ex-conseillère municipale.

Le RÉÉ est une association de citoyens et de municipalités de partout au Québec qui veut amener le gouvernement québécois à apporter des modifications à la fiscalité municipale concernant les rôles d'évaluation afin de mettre un terme à la hausse de la valeur taxable des propriétés en fonction des ventes des immeubles dans le voisinage. Cette façon de faire a pour conséquence d'augmenter les taxes des gens qui ne souhaitent pas spéculer et qui veulent simplement demeurer longtemps dans leur résidence.

La solution proposée

Comme c' est l e cas dans d'autres communautés au Canada et aux États-Unis, le RÉÉ propose que l'an 2000 devienne la référence. À partir de ce moment, l'augmentation maximale de la valeur d'une propriété serait le taux annuel de l'Indice des prix à la consommation, déterminé par Statistique Canada, auquel s'ajouteraient des ajustements liés aux travaux d'amélioration réalisés sur l'immeuble.

Lorsque la propriété est vendue, le prix de vente devient la nouvelle valeur. Des exclusions à cette réévaluation sont prescrites, afin de permettre le transfert intergénérationnel.

Une pétition

Pour sensibiliser le gouvernement québécois à l'iniquité que vivent plusieurs contribuables forcés de payer le prix de la hausse des valeurs foncières, le RÉÉ a lancé une pétition ([www.evaluation-equitable.ca](http://www.evaluation-equitable.ca)) l'an dernier demandant au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Laurent Lessard, de modifier la méthode d'évaluation foncière.

Entre-temps, le RÉÉ soutient que les municipalités peuvent recourir à diverses mesures pour atténuer l'iniquité, notamment en étalant la hausse du rôle d'évaluation sur trois années.

Cette proposition a été rejetée de justesse par les membres du conseil municipal de Ripon. Lors du vote, trois conseillers se sont inscrits en faveur de la résolution et trois contre. C'est le maire Luc Desjardins qui a tranché la question en inscrivant son opposition au projet d'étalement.



« Des gens pensent nous avoir à l'usure, mais nous irons jusqu'au bout car le mouvement (de contestation) fera boule de neige », conclut la présidente du RÉÉ.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

# Nepean/Barrhaven EMC

## Students pitch in to send classmate home

Posted Jul 22, 2010

BY STEPH WILLEMS

EMC News - The death of 18-year-old Mother Teresa High School student Christian Williams two days before graduation left his classmates united in grief, but determined to help in any way they could.

Following the June 22 car crash that took the life of the well-liked Barrhaven teen, students banded together to come to terms with the tragedy while raising money to ensure that Mr. Williams was returned to his hometown in Nova Scotia for burial alongside his late mother.

Among the events held in his honour was a basketball tournament and barbecue held at Adrienne Clarkson Elementary School. Attended by numerous students - both current, graduating and former - the fundraising event generated proceeds that were delivered to Mr. Williams' sister Simone.

Charlotte, a graduating student, who asked that her last name not be used, turned a garage sale that was originally going to fund a trip to a leadership academy in Vancouver into a fundraiser for Mr. Williams' trip home. The memories she holds of her departed friend mirror those expressed by students after the accident.

"You'd be walking down the hall and he'd give you a big wave and smile, he had one of the best smiles in the school," she recalled. "He was such a friend of ours...I wanted to do something to help his family so they could get some closure."

Charlotte made sure that the June 26 garage sale featured a grad photo of Mr. Williams so that people could see who their purchases and donations were benefiting.

The proceeds of the sale were then added to the proceeds of the basketball tournament.

Charlotte wanted her classmates and community to know how much their donations meant to the family of Mr. Williams. The act of putting effort into a common cause also helped students stay positive in a trying time, she said.

"It was really nice to see how people came together for the fundraiser," she said. "It became a celebration of his life rather than just people being sad. When it happened, everyone was really shocked and saddened...but as the days progressed, it brought us closer together as a graduating class. Everyone was friends with him at some point in their high school career."

[Add New Comment](#)



Type your comment here.



Post as ...

## Showing 0 comments

Sort by Popular now   [Subscribe by email](#)  [Subscribe by RSS](#)

Trackback URL <http://disqus.com/forums/>

blog comments powered by [DISQUS](#)

Autos Careers Classifieds Homes



## Trapped teen in Cuba case angers Canadians

By **CHRIS DOUCETTE**, QMI AGENCY

Last Updated: July 23, 2010 5:58am



**Cody LeCompte has been living at a Cuban resort since April after he was in a car accident and ordered not to leave the country. He has not been charged.**

TORONTO - Canadians from coast to coast have been voicing their outrage after learning of 19-year-old Cody LeCompte's plight in Cuba.

And they are even more dismayed to learn that after three months of detention in the communist country -- for a car accident that he claims wasn't his fault -- our government has been content to wait for justice to run its course rather than take swift action to help the young man get back home.

'Wept with anger'

"Today I wept with anger," one Sun reader wrote on a Facebook group dedicated to helping Cody after reading the story that appeared in Thursday's paper.

"I am appalled that our government is failing him," the reader added.

"We must unite and take action in bringing Cody home, immediately!"

The Simcoe teen was on a two-week vacation with his mom that was supposed to be a reward for getting into college.

Instead his life has been turned upside down because of a bizarre law that forces tourists involved in accidents where a Cuban citizen is seriously hurt to prove his or her innocence before being allowed to leave the country.

Cody's mom, Danette, who is at her son's side because she's afraid to leave him alone in Santa Lucia, so far is \$30,000 in debt after paying for lawyer's fees, a room at the resort and other expenses.

She is on the verge of financial ruin and Cody hasn't been charged with anything.

Danette was in the rental car, so was her cousin and his Cuban fiancée, and Cody was driving when they were allegedly "broad-sided" by a truck April 29.

They were all hospitalized but have since recovered from their injuries, including the fiancée who underwent surgery for her damaged liver. Apparently, the only one still hurting is Cody.

He and his mom were unavailable Thursday because they were meeting with their lawyer.

"I have never been to Cuba and never will go!" Sun reader Steven Leech wrote on [torontosun.com](http://torontosun.com), adding the feds should "put a travel ban on Cuba and cut off all foreign aid" to the impoverished country.

Similar sentiments were echoed by callers from across Canada to Roy Green, on AM 640. The talk radio show host has been at the forefront of efforts to bring the teen home. But it appears the anger of Canadians has been heard.

"While at the African Union Summit in Uganda, Deepak Obhrai, parliamentary secretary to the minister of foreign affairs, has met with senior Cuban officials and raised LeCompte's case directly," spokesman Dana Cryderman said.

[chris.doucette@sunmedia.ca](mailto:chris.doucette@sunmedia.ca)

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Autos Careers Classifieds Homes



**EARN MILES FASTER**

**CIBC AEROGOLD VISA INFINITE**

Receive a Welcome Bonus of **15,000** Aeroplan Miles

www.cibccards.com

## Woman raising money for son's treatment

By AEDAN HELMER, OTTAWA SUN

Last Updated: July 23, 2010 8:12am



**Kristen Foster is raise \$18,000 to pay for stem cell therapy for her autistic son Khalil.**

She's a desperate parent, and she's running out of options.

Faced with the prospect of having her autistic son, Khalil, booted out of a provincially funded treatment program because his progress hasn't met stringent standards, Kristen Foster is raising money on her own to pay for stem cell therapy.

But not only is the controversial treatment not funded in Canada, it's not legal.

So, if as expected, Khalil's November deadline passes and the four-year-old hasn't achieved a laundry list of benchmarks laid out by the province, she'll be flying to Dusseldorf, Germany, to participate in a stem cell therapy program that has proven effective in treating all sorts of ailments.

The price tag? A mere \$18,000, which on her salary as a Canada Post letter carrier is nothing short of astronomical.

"I know there's no guarantee it will work, but at least at the end of the day I can say, as a parent, I've tried everything," Foster said.

For Foster, this is just the latest chapter in what has been a constant struggle.

She had to fight just to get Khalil diagnosed with autism in the fall of 2007 when he was 18 months old. Most doctors are reluctant to make such a determination before a child's second birthday.

"I knew he was autistic, but I had to fight to get the diagnosis just to get him on the waiting list for treatment," she said. "If he didn't need to be on a waiting list, then so be it, but the government is always saying early intervention is the best-case scenario."

But even with that early diagnosis, Khalil turned four before a space opened in CHEO's Autism Intervention Program, which he joined in February. Then, there was another battle to extend Khalil's stay by another six months when the boy wasn't showing enough progress.

He had a difficult time adjusting to his new settings, with frequent crying bouts and meltdowns, but he's since made significant progress in his mother's eyes.

He engages in play, makes eye contact, his communication skills are better, he can match objects and complete basic puzzles.

"He never did any of this before, but this is still not good enough for them," she said.

If Khalil is to remain with the program past the fall, he has to hit a number of benchmarks — putting on his own pants and shoes, imitate sounds, use the toilet on his own, fit "appropriately" into a small group, and the list goes on with close to 50 mandated goals.

For Foster, who considered it a major breakthrough when Khalil recently started eating baby food mixed with rice, she's not optimistic.



"They really expect a lot from your child," she said. "I'm a desperate parent, and I don't have another option."

aedan.helmer@sunmedia.ca

If you would like to help Khalil and Kristen Foster, you can e-mail her at fosterkristen@yahoo.ca. Donations can be made at any CIBC branch.

Transit No. 00086

Account No. 7914539

**Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved**

Enqvxvjmsxwtkurz v#owfobowrkup r]:



Industry Minister Tony Clement, who oversees Statistics Canada, said: “The government made this decision because we do not believe C threat of fines, jail, or both, to disclose extensive private and personal information.”

**Shannon Proudfoot, Postmedia News** · Thursday, Jul. 22, 2010

**OTTAWA —** The agency silently embroiled at the centre of the census debate has long been view but observers worry government intervention could damage the impeccable methodology and a is renowned.

The agency has been thrown into turmoil by the Conservatives’ decision to scrap the long-form survey — a move chief statistician Munir Sheikh found so untenable that he ended a 30-year go protest on Wednesday.

“StatsCan is thought of as one of the best,” says Kevin Milligan, an associate professor of econor Columbia, who has worked extensively with the agency’s data. “The institutional culture is one c of why they’ve been so distressed by this turn of events, because they really felt that independen

Over the last month, opposition has mounted to the Conservative government’s plan to turn Cai into a voluntary survey — a move critics say will produce a skewed or useless national demograp

made the change because the long form was an invasion of privacy and it was coercive to force C

On Friday, the parliamentary industry committee will meet to discuss hearings on the census is: week.

“StatsCan has a world-class reputation for its methods, for the reliability of its arithmetic and th would be a huge tragedy if that Canadian model of excellence is sacrificed on the altar of Conser leader Ralph Goodale said at a Thursday news conference.

In the early 1990s, a team of statisticians from 10 OECD countries ranked international statistic “good statistics guide.” Statistics Canada took the top spot, with the magazine lauding the reliab and autonomy, noting that “British and American number-crunchers lack the formal independe counterparts.

The agency participates in international statistical conferences and publishes its own top-level p Methodology, says Don McLeish, president of the Statistical Society of Canada and a professor a

Statistics Canada has been unable to speak about the potential impacts of the changes to the cer Sheikh was not permitted by law to reveal what advice he gave the minister.

His blunt resignation statement made clear that he did not support the government’s decision a agency’s reputation, Mr. McLeish says, but the planned changes to the census are still anathema: “sanctity of the data.”

“If I’m a statistician and I develop a methodology for analyzing some data, and someone comes political reasons or any other vested interest says that I should change my methodology, then th discipline,” Mr. McLeish says, emphasizing he speaks for himself and not the society. “If forced demoralizing.”

In a statement released Wednesday, after Mr. Sheikh’s resignation, Industry Minister Tony Cler “The government made this decision because we do not believe Canadians should be forced, un disclose extensive private and personal information.”

The mood among agency employees was sombre on Thursday, with many saying they were shoc thought he made the right decision to step down on principle.

“Obviously, it’s a bit disheartening. It was a surprise for everyone here,” Roberto Casagrande sai after the cancellation of a town-hall meeting intended to address staff concerns about the censu have transpired. Anytime government gets too involved in specific departments and some of the resolve them without getting to this point, it is a bit disheartening for staff here.”

“It’s very sad that a man of that quality quit his job,” Alain Despatie said. “It’s not understandab won’t listen to its highest civil servant in a very specific field.”

When the previous chief statistician, Ivan Fellegi, retired in 2008, assistant chief statistician Mi – gave a speech that touched on the delicate balancing act of maintaining the agency’s independ

Mr. Wolfson recalled an instance a decade earlier when he was to present a paper on policy options at an international meeting and a deputy minister intervened with Mr. Fellegi to stop him.

After determining the paper met “reasonable standards for impartiality and objectivity,” Mr. Fellegi answered: No.

Earlier this week, a Tory senator attacked the veracity of new statistics showing crime is on the rise.

“The data is indeed agnostic, but there are many messages carried by the data to various constituencies or economic messages and most of those messages probably have a political stripe to them, but not all,” Mr. McLeish said.

Ernie Boyko, director of census operations from 1991 to 1996 and a Statistics Canada employee, says it is “shocking” to hear Clement say in an interview that some people at the agency “like to think” it’s not their reports to him.

“Every relationship we had with a government, this has always been kind of established right at the top between the chief statistician and the minister, and the minister generally agreed we need to have objectivity and should not be seen as being under political influence,” he says of his time at the agency.

Some national statistical agencies operate autonomously, similar to the Bank of Canada, while others are part of government, Mr. Milligan says, but the situation in this country is “ambiguous,” depending on how you look at it and who are the politicians and bureaucrats involved.

One good that could come out of the census controversy and Mr. Sheikh’s resignation would be to cement the agency’s ability to do its work “independent from the political pressures of the day,”

“It’s distressing to me that the minister is playing politics with the hard-earned reputation of Statistics Canada.”

- *with files from the Ottawa Citizen*

[Get the National Post newspaper delivered to your home](#)

## WHAT DO YOU THINK?

### New to the site?

To leave a comment, you need to [Sign Up](#).

### Already a member?

To comment, please login.

[Forgot Password?](#)

E-mail

Password

[Login](#)

10 comments

## BLUESCOT

7:34 PM on July 22, 2010

The liberals & socialists believe Canadians should be forced, under threat of fines or imprisonment, to submit personal information to the government.

Pleas

---

**WIN**

7:42 P

"long |

By wh

It sou

How c

---

**WCF**

7:46 P

Oh my

---

**RJOI**

8:03 P

The si

Next t  
say th

---

**TINY**

8:09 P

"In the  
guide.

How a

While  
fudin

I cann

[http://](#)

---

**TINY**

8:10 P

One n

[http://](#)

---

**MOS**

8:11 P

From

---

**MRJ**

8:24 P

What

I sugg  
freedc

---

**MIK]**

9:09 P

Welcc  
are pu

The ta  
did th

---

**SDF.]**

9:24 P

Hello,

[http://](#)

New €

Bikini

Sungl

Tshirt:

Air jor

Handt

Jean(

[http://](#)

---

**YUK]**

11:19 |

Call T

1-866

But YI

Share

Share

Give f

(Such

Or per

1-866

and

NO it

KEV

11:57 |

What?

The cl

Sweet

© 2010 National Post Inc. All rights reserved. Unauthorized distribution, transmission or republication strictly prohibited.